

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

Ministère de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Nouvelles  
Technologies

Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes  
(ANAPEJ)

Rapport du Commissaire Aux Comptes

sur les Etats

Financiers clos le 31 decembre 2015

12 avril 2016



**A Mrs**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances  
Le Ministre de l'Emploi de la formation professionnelle et des Nouvelles  
Technologies  
Les membres du Conseil d'Orientation et de Coordination**

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'ANAPEJ, au titre de l'exercice clos le 31/12/2015, tels qu'ils nous ont été présentés (ci après annexés). Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la direction financière. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états sur la base de nos examens.

Nos travaux ont été réalisés conformément aux normes requises. Ces normes requérant la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Le rapprochement effectué en 2015) a fait ressortir d'importants suspens qui se sont accumulés depuis 2006.

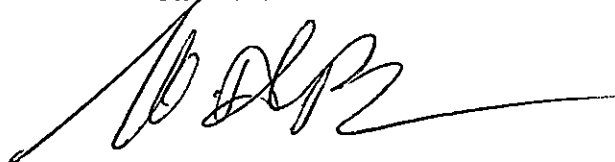
Les dotations aux amortissements continuent à être fixées de manière forfaitaire depuis plusieurs exercices et des postes douteux n'ont fait l'objet d'aucune provision depuis plusieurs années.

Sous ces réserves, à notre avis ces états donnent une image fidèle de la situation financière de l'ANAPEJ au 31/12/2015 et du résultat des opérations de l'exercice.

Fait à Nouakchott, le 12- 04-2016

**Le Commissaire aux Comptes**

**Moctar AHMED ELY**



## **Titre 1 : Régime Comptable et Financier**

L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) a été créée par le décret n° 002-2005 du 18 janvier 2005 et érigée en établissement public à caractère administratif relevant des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 5 de l'ordonnance n° 90.09 du 4 avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat.

A ce titre et par dérogation aux règles régissant les établissements publics à caractère administratif, elle bénéficie de certains assouplissements en matière de gestion administrative et financière.

Elle tient une comptabilité à partie double conformément aux dispositions du Plan Comptable Mauritanien (PCM). Ses comptes doivent être certifiés par le Commissaire aux Comptes désigné par le Ministre des Finances et approuvés par son organe délibérant. En tant que telle l'ANAPEJ est dotée de la personnalité morale et jouit de l'autonomie financière.

Elle bénéficie d'un régime dérogatoire en matière :

- de passation de marchés (article 9 de l'ordonnance 2001-02 du 19/04/2001) ;
- fiscale, à l'exception cependant de l'ITS (article 16 du décret 2001-61).

### **Mission :**

L'ANAPEJ a pour principale mission de contribuer dans un cadre de concertation entre l'Administration et les organisations professionnelles des travailleurs et des employeurs, et les organisations de la société civile, à la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi, à travers la création d'emploi, en vue de favoriser l'épanouissement économique, social et culturel des jeunes. Pour se faire, elle gère un fonds d'emploi conformément à une lettre de mission qui fixe des indicateurs de performance précis à l'Agence.

### **Administration :**

Les organes d'administration de l'ANAPEJ sont :

- Un Conseil d'Orientation et de Coordination (COC) qui fait office d'organe délibérant ;
- Un Comité de Gestion ;
- Un Comité de Pilotage du Fonds ;
- Une Direction Générale avec des directions opérationnelles.

**Ressources Financières :**

Les principales ressources financières de l'ANAPEJ proviennent :

- de la subvention annuelle de l'Etat ;
- des financements extérieurs rétrocédés par l'Etat et les organismes publics ;
- des recettes et excédents résultant de ses propres activités de placement ;
- des dons et legs.

**Contrôle Interne :**

Pour accomplir sa mission l'Agence s'est dotée des outils de gestion suivants :

- un plan comptable particulier inspiré du PCM ;
- un manuel de procédures comptables élaboré ;
- un système de traitement informatique de ses opérations (logiciel EBP).



## **Titre 2 : Les Principes Comptables**

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du PCM et suivant les normes de présentation requise et reposent sur les principes suivants :

- du coût historique : les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition, leur amortissement est pratiqué selon la méthode linéaire ;
- de l'unité monétaire ;
- de l'engagement ;
- de la spécialisation des exercices ;
- de la prudence ;
- de l'importance relative.

### **Dettes et Créances :**

- Les créances sont comptabilisées dès leur acquisition et les dettes à leur naissance ; indépendamment de leurs paiements. Les dettes et les créances en ouguiya sont évaluées à leurs valeurs nominales.
- En vertu du principe du nominalisme, les opérations sont comptabilisées dans une monnaie unique : l'ouguiya (UM).

### **Subventions d'Equipements**

Les subventions relatives à des immobilisations mises en service sont comptabilisées dans le compte « 140 Subventions d'équipement ». Elles sont soldées au moyen du compte « 149 Subventions d'équipement amorties ».

La contrepartie du compte 149 figure au compte résultat « quote-part » des subventions virée aux résultats.



### Titre 3 : Les Postes du Bilan

Le bilan présente, au 31/12/2015 un total de 2 145 545 540,55 UM contre 2 073 894 399,5 UM en 2014, soit une augmentation de 3%.

#### Chapitre 1 – Actif

##### Paragraphe 1 : Immobilisations corporelles

Elles représentent principalement les acquisitions réalisées sur les fonds de dotation et subventions de l'Etat.

Elles se résument comme suit :

Libelles	2014	2015	Ecart
Fonds SONADER	5 450 570	5 450 570	0
Valeurs Immobilisées	278 617 526	278 617 526	0
<i>Agencement Aménagement Installation</i>	35 729 239	35 729 239	0
<i>Matériel de sécurité</i>	825 360	825 360	0
<i>Matériel de transport</i>	81 523 285	81 523 285	0
<i>Matériel Informatique</i>	64 219 196	64 219 196	0
<i>Matériel et Mobilier de Bureau</i>	96 320 446	96 320 446	0
<b>TOTAL</b>	<b>284 068 096</b>	<b>284 068 096</b>	<b>0</b>

La rubrique Fonds Sonader représente une avance de 5 450 570 UM faite à la Sonader en 2007/2008 relative au paiement d'un nouveau personnel d'encadrement suivant une convention cadre pour le recrutement de 83 diplômés chômeurs.

La rubrique « immobilisations brutes » n'a connu aucune variation en 2015.

Au 31/12/2015, les immobilisations corporelles, ont été amorties à hauteur de 40%, soit en valeur absolue un montant cumulé des amortissements de 113 530 019,07 UM, dont **10 247 929 UM** d'amortissement au titre de l'année 2015.

Les taux d'amortissement sont théoriquement appliqués selon la méthode linéaire :

Immobilisations	Taux d'amortissement
Agencement, Aménagement, Installation	10 %
Matériel de transport	20 %
Matériel de bureau Informatique	10 %
Mobiliers de bureau	10 %

## Paragraphe 2 : Immobilisations Financières : 1 812 537 520,00 UM

Il s'agit des stocks de prêts consentis aux opérateurs. Ce montant a connu une hausse de 133 025 425 UM. L'encours de la créance au 31/12/2015 s'élève ainsi à

**1 812 537 520 UM.**

### SITUATION DE CREANCES en 2015

LIBELLE	ENCOURS 31-12-2014	CREANCES 2015	Recouvrement 2015	ENCOURS 31-12-2015
CNACE	27 287 500		-	27 287 500
KEWEL	78 171 085		-	78 171 085
EL VOWZ	29 374 500		-	29 374 500
AGEC	19 483 250		-	19 483 250
APME	86 322 532		-	86 322 532
AMPFP	55 382 148		-	55 382 148
AL AMANA	42 312 500		-	42 312 500
CECFAP	45 181 250		-	45 181 250
MECD	45 450 000		-	45 450 000
BACIM BANK	2 000		-	2 000
MRIP	33 140 000		-	33 140 000
BOUGEMMA	56 821 000		-	56 821 000
Projets collectifs	39 219 935		-	39 219 935
EL WAFFA	25 936 250		-	25 936 250
CECD-M	5 095 750		-	5 095 750
PROCAPEC	1 062 988 329	133 025 425	13 272 544	1 182 741 220
MECPAM	40 616 600		-	40 616 600
<b>TOTAL</b>	<b>1 692 784 629</b>	<b>133 025 425</b>		<b>1 812 537 520</b>

## Paragraphe 3 : Valeurs Réalisables : 160 905 227 UM

Les postes qui composent la rubrique des valeurs réalisables ont très peu varié et se répartissent comme suit :

Libellés	2014	2015	Ecart
Fournisseurs débiteurs	1 332 766,00	1 332 766,00	-
Clients	10 631 230,00	10 631 230,00	-
Personnel	20 176 501,16	18 472 429,16	-1 704 072
Etat	103 000 000,42	103 000 000,42	
Débiteurs divers	27 468 802,04	27 468 802,04	-
<b>TOTAL</b>	<b>162 609 299,62</b>	<b>160 905 227,62</b>	<b>1 704 072</b>

### **Fournisseurs débiteurs**

Les montants en question qui sont très anciens n'ont jamais été provisionnés.

### **Clients : 10 631 230 UM.**

Le poste s'analyse comme suit :

- Convention avec le Ministère de l'Emploi de l'Insertion et de la Formation Professionnelle : 9 753 450 UM, ce montant destiné à la prise en charge des syndicalistes qui devaient se rendre à l'étranger a été couvert par l'Agence qui a cette date n'a pas été remboursé en dépit de plusieurs lettres de relances.
- Ecart Constaté sur l'exécution de la convention de financement de la Mutuelle « BOUGEMA ». Il correspond à un trop versé par rapport au montant accordé et porté sur le document contractuel.

### **Personnel : 18 472 429,16 UM.**

Ce solde représente des avances consenties au personnel non remboursées au 31/12/2015. Il accuse une baisse de 2 429 974 UM. La plupart de ces avances remontent à janvier 2008.

La plus grande partie de ce montant concerne certains employés qui ont quitté l'Agence depuis quelques temps.

Elles s'analysent comme suit :

**Bénéficiaires ayant quitté l'Agence** qu'il convient de relancer (15 709 680 UM) soit une augmentation de 419 090 UM par rapport à l'année dernière.

Nom du Bénéficiaire	Montant
Sidi O Mayouf	540 657
Lalla M Med EMKebir	283 000
Isselmou O Sidi Med	68 966
Hamoud O Lesgham	810 313
Cheilh O Hadramy	96 000
Med Mahmoud O Bah	306 617



Adama Dieng	40 155
Aicha Vall Verges	6 733 917
Seyid O Khalil	90 000
Ahmed O Deddahi	3 249 020
Ahmed O Ketab	675 635
Ahmed O Haj	79 000
Daha Mamadou	1 539 120
Abdallahi cheikh	419 090
Vadel O Moctar	120 000
<b>Total</b>	<b>15 709 680</b>

**Personnel encore présent à l'Agence : 2 762 748,76 UM;**

**Etat : 103 000 000,42 UM.**

La rubrique se compose de produits à recevoir et se détaille comme suit :

- CDHLCPI : 58 500 000 UM. Il s'agit d'un reliquat d'une subvention que cette institution devait verser à l'Agence avant la décision de sa liquidation. Un chèque correspondant au montant aurait d'ailleurs été établi et serait actuellement entre les mains du liquidateur. Il convient à notre avis de le saisir pour savoir le sort qui sera réservé à la créance afin de statuer définitivement sur son maintien ou son annulation de la comptabilité ;
- Antenne de Nouadhibou : 44 500 000 UM. Ce montant correspond à une subvention promise et matérialisée par un décret devant servir à l'ouverture d'une antenne à Nouadhibou. Cette décision étant devenue sans objet il y a lieu de procéder à son annulation.

**Débiteurs Divers : 27 468 802 UM.**

Le compte des débiteurs divers reste au même niveau de 2014, et son solde se décompose comme suit :

- Reliquat de recouvrement d'un don de 90 600 000 UM objet d'une convention du FADES : 26 537 922,04 UM.
- Suspens provenant du paiement des dépenses relatives aux travaux de réhabilitation du siège de l'Agence : 930 880 UM

#### Paragraphe 4 : Valeurs Disponibles

Elles regroupent les disponibles au 31/12/2015 au niveau des comptes de l'Agence et du fonds. Les comptes de l'ANAPEJ sont domiciliés au niveau du Trésor.

Les relevés des comptes font ressortir les soldes suivants au 31/12/2015 :

- *l'Agence : Compte trésor n° 430300330 : -19 437 099,26 UM :*
- *Le Fonds : Compte trésor n° 430300428 : - 3 744 212,95 UM.*

Soit une situation globale de - 23 181 312.21 UM

Le compte banque au niveau du bilan affiche un montant de 23 466 552,31 UM au passif (l'écart d'un montant de 285 240,10 est dû au nivellement des comptes à la BCM) et 1 538 160,00 UM à l'actif au 31/12/2015.

Ce montant à l'actif représente le disponible sur la convention FNUAP.

## Chapitre II – Passif

### Paragraphe 1 : Fonds de Financement

Les subventions allouées par l'Etat et autres organismes à l'Agence destinées à l'équipement et à l'installation et au fonctionnement sont inscrites au passif du bilan dans les comptes capitaux propres et scindées en :

- Fonds de fonctionnement de l'Agence qui reçoit et décrit les dépenses de fonctionnement (frais de fonctionnement courants, frais divers de gestion, salaires et appointements des personnels, etc..) ;
- Fonds d'emplois destinés à financer l'investissement (frais de prospection, de formation et d'appui à l'insertion) ;
- Autres fonds qui eux reçoivent les financements d'appoints des organismes partenaires.

Les soldes de ces comptes résultant de l'usage des financements (produits – charges) sont transférés au passif du bilan consolidé dans le compte résultat en instance d'affectation.

Au 31/12/2015 ces fonds se présentent ainsi qu'il suit :

Libellés	2014	2015	Ecart
Fonds de fonctionnement	143 297 483,26	124 416 997,26	- 18 880 486,00
Fonds d'emploi	1 531 493 342,00	1 612 593 675,00	81 100 333,00
Autres fonds	5 683 390,00	3 644 442,00	- 2 038 948,00
Résultats antérieurs	152 857 368,41	149 066 818,49	- 3 790 549,92
Résultat de l'exercice Agence	- 34 836 293,89	- 31 238 173,92	3 598 119,97
Résultat de l'exercice Fonds emploi	19 310 812,00	1 474 767	- 17 836 045,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 817 806 101,78</b>	<b>1 859 958 525,83</b>	<b>42 152 424</b>

Les capitaux connaissent une hausse (2%) par rapport à leur niveau de 2014, soit en valeur absolue (42 152 424 UM) provenant essentiellement de l'augmentation du fonds d'emploi (81 100 333 UM).

## Paragraphe 2 : Dettes à court terme : 262 120 462.41 UM

En raison de l'importante augmentation notée au niveau du poste Etat, plus de 63% : 31 433 216,50 UM, les dettes à court terme connaissent une augmentation de 12% soit en valeur absolue (28 49 700,52 UM) par rapport à leur niveau de l'exercice précédent.

Libellés	2014	2015	Ecart
Fournisseurs	8 874 945,00	9 472 945,00	598 000,00
Clients créditeurs	89 311 999,90	89 311 999,90	
Personnels	351 797,22	341 797,22	- 10 000,00
Etat	49 868 653,79	81 301 870,29	31 433 216,50
Organismes sociaux	3 021 490,52	1 856 607,54	- 1 164 882,98
Créditeurs divers	82 199 875,46	79 835 242,46	- 2 364 633,00
<b>TOTAL</b>	<b>233 628 761,89</b>	<b>262 120 462,41</b>	<b>28 491 700,52</b>

Les clients créditeurs représentent le plus grand stock de la rubrique. Le montant y afférant se rapporte aux lignes de crédits ouvertes au profit des Mutuelles via la PROCAPEC. Ces engagements transcrits en comptabilité n'ont pas été exécutés au 31/12/2015.

### Créditeurs divers : 79 835 242,46 UM.

Ce solde baisse de 2 364 633 UM. Il comprend :

- La TVA due sur le coût d'acquisition de véhicules financé par le FADES. Laquelle acquisition était l'objet d'une convention de financement qui n'avait pas précisé la partie devant acquitter les impôts. Or les factures transmises mentionnent un montant de TVA de 13 290 484 UM ;
- Un montant de 12 500 000 UM reviré à l'Agence par PROCAPEC du fait de l'imprécision de sa nature et de son objet
- Des charges à payer qui s'élèvent à 53 512 540 UM résultant de financement de programmes spécifiques budgétisés mais non réalisés pour 39 250 935 UM depuis 2008 et 14 261 000 reliquat prime d'ancienneté du personnel..

### Dettes fiscales et sociales : 83 151 109,83 UM

A la fin 2015, la dette fiscale de l'ANAPEJ est de 83 151 109,83 UM, soit une augmentation de plus de 63%, par rapport à 2014.

## Titre 4 – Tableaux de résultats

### Le Tableau de résultat de l'agence au 31/12/2015

Le tableau de résultat de l'Agence dégage un déficit de 31 238 173,92 UM.

Intitulé du Compte	Débit	Crédit
Subvention d'exploitation Agence	323 974 554,00	
Charges fonctionnement	-	355 212 727,92
Résultat Agence 2015	31 238 173,92	
	355 212 727,92	355 212 727,92

### Le Tableau de résultat du fonds au 31/12/2015

Le tableau de résultat du Fonds dégage un excédent de 1 474 767,00 UM.

Intitulé du Compte	Débit	Crédit
Subvention d'exploitation Fonds	168 876 135,00	-
Charges Fonds		167 401 368,00
Résultat Fonds 2015		1 474 767,00
	168 876 135,00	168 876 135,00

## Titre 5 – Exécution du Budget de l'Agence

Le budget prévisionnel 2015 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 323 974 554 UM.

Les dépenses prévisionnelles se répartissent comme suit :

- Budget de fonctionnement : 323 974 554,00 UM ;

Les recettes prévisionnelles se présentent comme suit :

- Subvention de l'Etat : 313 726 625 UM ;
- Amortissements : 10 247 929 UM.

Les recettes réalisées en 2015 s'élèvent à 313 726 625 UM, soit un taux de réalisation de 100%.

Quant aux dépenses elles ont été exécutées à hauteur de 355 212 727,92 soit 110% avec un dépassement de - 31 238 173,92 UM. Soit une différence de 612 938 UM avec le résultat de l'agence et qui correspond au report sur le fonctionnement.

L'exécution du budget se présente comme suit :

**Recettes : 323 974 554 UM**

Elles correspondent :

- A la subvention allouée au titre de l'exercice : 313 726 625 UM ;
- A des produits calculés : 10 247 929 UM.

LIBELLE	BUDGET 2015 Prévisions	BUDGET 2015 Réalisations
SUBVENTION ETAT	313 726 625,00	313 726 625,00
AMMORTISSEMENTS REINVESTIS	10 247 929,00	10 247 929,00
RECETTES PROPRES	0	0
TOTAL	323 974 554	323 974 554

**Dépenses : 355 212 727,92 UM**

Les dépenses ont été exécutées à hauteur de 355 212 727,92 UM de charges.

Les charges de l'Agence se sont globalement élevées à 355 212 727,92 UM. Ces charges se décomposent comme suit :

**Achats consommés : 14 465 082,00 UM**

Ils comprennent essentiellement :

- Les consommations d'eau et électricité 5 057 822,00 UM ;
- Le carburant et lubrifiant 7 607 000,00 UM ;
- Les fournitures de bureau et administratives 1 800 260,00 UM

**Charges externes liées à l'investissement : 13 285 680,00 UM**

Elles concernent essentiellement :

- Les charges locatives 11 848 400,00 UM ;
- Les frais d'entretien et de réparation 1 437 280 UM.

**Charges externes liées à l'activité : 7 625 920,00 UM**

Elles se présentent comme suit :

- Frais de mission : 2 395 920 UM ;
- Frais de communication : 3 780 000,00 UM ;
- Honoraires : 1 450 000 UM ;

**Charges et pertes diverses : 5 740 000,00 UM**

Elles correspondent aux :

- jetons de présences versés aux administrateurs 1 940 000 UM ;
- PCA 3 600 000 UM ;
- Dons 200 000 UM.

**Frais de personnel : 303 848 116,92 UM**

Les frais de personnel regroupent :

- Les salaires et appointements versés au personnel de l'Agence ;
- Les primes, gratifications et avantages accordés, ainsi que ;
- Les cotisations aux organismes sociaux.

**Dotations aux amortissements : 10 247 929 UM**

Elles correspondent aux amortissements effectués sur les immobilisations



## Titre 6 – Exécution du Budget du Fonds

Les recettes du fonds se décomposent comme suit :

- |  |                  |
|--|------------------|
| - Subventions versées au titre de l'exercice : | 250 000 000 UM ; |
| - Recettes générées par le fonds :             | 32 530 758 UM ;  |
| - Résultat 2014 reporté :                      | 19 310 812 UM ;  |

Soit un total global de recettes de : 301 841 570 UM.

Les dépenses prévisionnelles ont été de 301 901 570 UM et elles ont été exécutées à hauteur de 300 426 803 UM.

Les immobilisations financières ont été de 133 025 435 UM et les coûts des différentes prestations couvertes se sont quant à eux élevés à 159 630 522 UM.

Ces prestations s'analysent ainsi qu'il suit :

- |                                   |                 |
|-----------------------------------|-----------------|
| - Salaires des experts :          | 88 530 000 UM ; |
| - Gestion de la base de données : | 5 375 000 UM ;  |
| - Frais de gestion du fonds :     | 45 528 018 UM ; |
| - Appui des promoteurs :          | 3 334 767 UM ;  |
| - Formation des promoteurs :      | 6 600 000 UM ;  |
| - Communication :                 | 17 548 350 UM ; |
| - Salon emploi :                  | 1 960 000 UM.   |

Le budget de l'Agence exécuté au 31/12/2015 s'établit en :

- |              |                  |
|--------------|------------------|
| - Recettes:  | 323 974 554 UM ; |
| - Dépenses : | 355 212 727 UM ; |

Celui du Fonds quant à lui s'est chiffré en :

- |              |                  |
|--------------|------------------|
| - Recettes : | 301 901 570 UM ; |
| - Dépenses : | 300 426 803 UM.  |

## **Titre 7 : Observations**

La principale observation concerne, l'abandon de l'amortissement linéaire des immobilisations, l'existence d'un nombre important de suspens depuis plusieurs années et la persistance d'un important dépassement sur le budget de l'agence.

Les autres observations sur la comptabilité de l'ANAPEJ peuvent être ainsi résumées :

### **Au niveau des états financiers**

- L'amortissement linéaire des immobilisations n'est plus appliqué et a été remplacé par l'application d'un montant forfaitaire depuis 2008 (même observation depuis 2013) ;
- L'inventaire physique des immobilisations n'est pas valorisé et ne renseigne pas sur les dates d'acquisition et de cession (même observation depuis 2013) ;
- Les mutuelles ne respectent pas leurs engagements vis-à-vis de l'Agence (même observation depuis 2013) ;
- Les comptes fournisseurs divers, clients, personnel, Etat et débiteurs divers trainent des montants depuis plusieurs années dont le recouvrement est devenu peu probable et qui n'ont jamais été provisionnés, ou annulés (même observation depuis 2013).

Le rapprochement des comptes Agence et Fonds font apparaitre un nombre important de suspens : 3 157 850,00 UM au niveau du fonds et 7 458 114,50 UM au niveau de l'agence.

### **Au niveau du budget et de son exécution**

- Les procès verbaux du Conseil d'Orientation et de Coordination de l'Agence et du Comité de Pilotage du Fonds relatifs à l'approbation des budgets ne mentionnent pas les montants approuvés ;
- des dépassements ont été constatés au niveau de l'exécution de certaines rubriques du budget du personnel de l'agence pour un montant global de 31 851 111,92 UM ;
- l'absence de retenues Impôt foncier et droit d'enregistrement sur certains loyers ;

- l'absence de retenues IMF sur certains règlements ;
- la gestion extrabudgétaire des fonds de la convention avec le FNUAP ;
- les salaires des experts ne subissent aucune retenue.

## **Titre 8 : Lettre de Recommandation**

Les principales recommandations concernent la mise en place d'une commission spéciale dont la mission sera de vérifier et d'assainir certains postes du bilan qui présentent des soldes particuliers, de régulariser les suspens et de trouver une solution pour les dépassements des crédits

La mise en place d'un dispositif d'archivage et le renouvellement des équipements informatiques du service de la comptabilité

Les autres recommandations peuvent être ainsi résumées :

### **Au niveau de l'Actif**

La rubrique Fonds Sonader qui représente une avance de 5 450 570 UM faite à la Sonader en 2007/2008 doit être reclassée dans le compte 69 « charges du fonds ».

L'amortissement linéaire des immobilisations abandonné depuis 2008 doit être rétabli après la détermination de manière précise de la valeur réelle des immobilisations.

L'inventaire physique du patrimoine doit être fait de manière régulière et les dates d'acquisition et de cession doivent être précisées. Les immobilisations doivent être valorisées à leur cout d'achat et majorées de leur frais annexes;

Les procédures de recours appropriées doivent être engagées pour assurer le recouvrement des prêts octroyés aux mutuelles qui ne respectent pas leurs engagements.

Les montants des fournisseurs divers doivent être vérifiés et apurés par la commission spéciale.

Le solde du compte clients est le même depuis 2008, il y'a lieu de le provisionner ou de le passer en charges et pertes diverses.

Les voies de recours appropriées doivent utilisées pour assurer le recouvrement du montant qui figure au compte personnel. Ces créances doivent être provisionnées et après avoir épuisé les voies de recours, sans résultat, elles doivent être passées en charges et pertes diverses.

Les avances au personnel ne doivent à l'avenir plus dépasser un salaire mensuel compte tenu de la situation financière de l'Agence et de la situation des arriérés de remboursements.

Le montant de 103 000 000 UM inscrit au niveau du compte de l'Etat depuis 2006, et dont le recouvrement est devenu incertain doit être apuré par annulation.

Le montant des débiteurs divers : 27 499 156 UM doit faire l'objet d'une clarification et d'un apurement par la commission spéciale.

Les comptes doivent être rapprochés à la fin de chaque mois.

### **Au niveau du Passif**

Le compte « clients débiteurs » doit être revu, analysé et corrigé en fonction du chronogramme de la mise en œuvre des programmes.

Le montant des Créditeurs divers doit faire l'objet d'une clarification et d'un apurement dans le cadre des travaux de la commission spéciale.

Les montants des dettes fiscales et sociales doivent être réglés de manière régulière pour éviter le paiement des pénalités et la situation actuelle doit être soldée.

Les écritures comptables doivent être tenues au jour le jour.

### **Au niveau du Budget**

Il est recommandé de :

- mentionner les chiffres du budget en recettes et en dépenses de fonctionnement et d'investissement au niveau des procès verbaux du Conseil d'Orientation et de Coordination de l'Agence et du Comité de Pilotage du Fonds relatifs à l'approbation des budgets.
- éviter les dépassements au niveau de l'exécution des dépenses sur le budget de l'agence et celui du fonds.
- appliquer systématiquement les retenues sur tous les règlements ;
- intégrer tous les fonds reçus par l'Agence au budget et éviter toute gestion extrabudgétaire.

## Annexe n°1 : Bilan au 31/12/2015

ACTIF				Passif	
LIBELLES	BRUT	AMORTIS.	NET	Libellés	Montant
AUTRES FONDS	5 450 570,00	-	5 450 570,00	Capitaux propres	1 859 958 525,83
Immobilisations corporelles	278 617 526,00	113 530 019,07	165 087 506,93	Fonds fonctionnement	124 416 997,26
Matériel de transport	81 523 285,00	15 460 818,84	66 062 466,16	fonds d'emploi	1 612 593 675,00
Matériel informatique	64 219 196,00	37 309 382,85	26 909 813,15	autres fonds	3 644 442,00
AAI	35 729 239,00	10 354 962,20	25 374 276,80	Résultat antérieur	149 066 818,49
Matériel de sécurité	825 360,00	171 173,00	654 187,00	Résultat Agence 2015	- 31 238 173,92
Matériels et mobiliers de bureaux	96 320 446,00	50 233 682,18	46 086 763,82	Résultat fonds 2015	1 474 767,00
Immobilisations financières					
Prêts immobilisés	1 812 537 520,00		1 812 537 520,00		
Créances d'actif	160 905 227,62		160 905 227,62	Dettes passif	262 120 462,41
Fournisseurs	1 332 766,00		1 332 766,00	Fournisseurs	9 472 945,00
Clients	10 631 230,00		10 631 230,00	Clients	89 311 999,90
Personnels	18 472 429,16		18 472 429,16	personnels	341 797,22
Etat	103 000 000,42		103 000 000,42	Etat	81 301 870,29
Autres	27 468 802,04		27 468 802,04	Organismes	1 856 607,54
			-	autres	79 835 242,46
Trésoreries	1 564 716,00		1 564 716,00	Trésoreries	23 466 552,31
Banques	1 564 716,00		1 564 716,00	Banques	23 466 552,31
Caisses	-			Caisses	
<b>TOTAL</b>	<b>2 259 075 559,62</b>	<b>113 530 019,07</b>	<b>2 145 545 540,55</b>		<b>2 145 545 540,55</b>

## Annexe n° 2 : Exécution du Budget de l'Agence au 31/12/2015

### A - LES RECETTES

Année	BUDGET 2015
subvention Etat	313 726 625,00
amortissements	10 247 929,00
Recettes propres	-
total	323 974 554,00

### B - LES DEPENSES

Compte	LIBELLES	BUDGET 2015	BUDGET 2015 REAMENAGE	EXECUTION	RESULTAT
6061000000	Eau Electricité	5 041 121,00	5 041 121,00	5 057 822,00	- 16 701,00
6062100000	Carburant	7 917 000,00	7 614 000,00	7 607 000,00	7 000,00
6063100000	Outil de nettoyages	518 608,00	518 608,00	360 030,00	158 578,00
6064000000	Fourniture de bureau	500 000,00	500 000,00	987 950,00	- 487 950,00
6065000000	fourniture informatique	800 000,00	791 353,00	452 280,00	339 073,00
		14 776 729,00	14 465 082,00	14 465 082,00	-
6201000000	Loyer	12 105 496,00	12 105 496,00	11 848 400,00	257 096,00
6210000000	Entretien et Réparation	700 000,00	1 180 184,00	1 137 280,00	42 904,00
	Dons			300 000,00	- 300 000,00
		12 805 496,00	13 285 680,00	13 285 680,00	-
6311200000	missions à l'étranger	1 300 000,00	1 603 000,00	1 811 500,00	- 208 500,00
6311210000	missions à l'intérieur	997 395,00	997 395,00	584 420,00	412 975,00
6321000000	frais télécom	4 000 000,00	3 828 463,00	3 780 000,00	48 463,00
6331300000	frais de réception	300 000,00			
6331400000	honoraires cc	1 450 000,00	1 450 000,00	1 450 000,00	-
		8 047 395,00	7 878 858,00	7 625 920,00	252 938,00
6390100000	frais conseil	3 600 000,00	3 600 000,00	3 600 000,00	
6430000000	jeton de présence	2 300 000,00	2 300 000,00	1 940 000,00	360 000,00
	dons	200 000,00	200 000,00	200 000,00	
		6 100 000,00	6 100 000,00	5 740 000,00	360 000,00
6501000000	salaires	217 139 318,00	217 139 318,00	257 878 362,12	- 40 739 044,12
6503000000	Heures supplémentaires	2 310 000,00	2 310 000,00		2 310 000,00
6504000000	congés payés	18 075 793,00	18 075 793,00	16 542 640,80	1 533 152,20
					-
6520100000	CNSS	11 384 894,00	11 384 894,00	8 011 237,00	3 373 657,00
6553000000	Assurance CNAM	13 312 000,00	13 312 000,00	15 335 877,00	- 2 023 877,00
6560000000	Suivi Logiciel	1 680 000,00	1 680 000,00	1 680 000,00	-
6570200000	Autres Avantages	7 050 000,00	7 050 000,00	4 400 000,00	2 650 000,00
6570300000	pèlerinage	1 045 000,00	1 045 000,00		1 045 000,00
		271 997 005,00	271 997 005,00	303 848 116,92	- 31 851 111,92
6800000000	amortissement	10 247 929,00	10 247 929,00	10 247 929,00	-
	total général	323 974 554,00	323 974 554,00	355 212 727,92	- 31 238 173,92

## Annexe n° 3 : Exécution du Budget du Fonds au 31/12/2015

### BUDGET DU FONDS 2015 BUDGET DU FONDS 2015 ET EXECUTION AU 31-12-2015

#### BUDGET DU FONDS 2015 BUDGET PREVISIONNEL 2015 ET EXECUTION 2015

ANNEE	BUDGET FONDS 2015
SUBVENTION ETAT	250 000 000
RECETTES PROPRES	32 530 758
RESULTAT 2014	19 370 812
TOTAL	301 901 570

LIBELLES	BUDGET FONDS 2015	BUDGET FONDS REAMENAGE 2015	2ème BUDGET FONDS REAMENAGE 2015	EXECUTION 31-12-2015	ECART
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	132 380 435	145 620 435	133 025 435	133 025 435	-
					-
CHARGES DU FONDS	219 521 135	206 281 135	168 876 135	167 401 368	1 474 767
STAGES DE QUALIFICATIONS					-
COMMUNICATIONS	17 055 555	22 255 555	17 548 350	17 548 350	-
SALAIRES DES EXPERTS	85 800 000	85 800 000	88 530 000	88 530 000	-
FORMATIONS DES PROMOTEURS	12 777 500	12 777 500	6 600 000	6 600 000	-
APPUIS DES PROMOTEURS	28 500 000	28 500 000	3 334 767	1 860 000	1 474 767
AUTRES PROGRAMMES					-
GESTION DE LA BASE DE DONNEES	14 030 000	2 600 000	5 375 000	5 375 000	-
PARTENARIATS	1 505 000	1 505 000			-
SALON EMPLOI	5 000 000	5 000 000	1 960 000	1 960 000	-
FRAIS GESTION DU FONDS	54 853 080	47 843 080	45 528 018	45 528 018	-
	351 901 570	351 901 570	301 901 570	300 426 803	1 474 767



# Annexe n° 4 : Liste du Personnel au 31/12/2015

N°	NOM ET PRENOM	FONCTION
1	MOHAMED MOUSSA OULD HORMA	Directeur Département
2	HEIVA HADRAMI DAHI	DF
3	AHMED BABA OULD ALLATY	CHEF SERVICE
4	CHEIBANY OULD IVEKOU	CHAUFFEUR
5	MED OULD MED VAL	AGENT
6	EL KORY OULD MOHAMED LEMINE O GREIMICH	CHEF SECTION
7	ABDEL VETAH HABIB ABDEL VETAH	DGA
8	Sidi ould Mohamed OULD ABEICK	Directeur Département
9	MOUHAMEDOU OULD ABDELLAHI	Conseiller
10	CHEIKH BRAHIM ISSELMOU OUDAA	AGENT
11	CHEIKH SIDI MED SGHAIR SAID	AGENT
12	HABSA DIA	CHEF DIVISION
13	HAWA DIENG	CHEF SERVICE
14	DIOP ABDOULAY	Conseiller
15	MINT ACHOUR TAHRA	AGENT
16	EL ALIA MINT ALI	AGENT
17	MBOUJA MINT BAH	CHEF SERVICE
18	LALLA MINT BNEIJARA	CHEF SECTION
19	MAIMOUNA AL ALIA MINT BOULAH	CHEF SECTION
20	LEMINA MINT EL HACEN	AGENT
21	MARIEM MINT EL HOUCIN	AGENT
22	SELEMHA MINT EL MOCTAR	AGENT
23	MOUNA MINT GHAITHI	CHEF SERVICE
24	BILKHIS MINT GHOUAM	AGENT
25	RAGHIYE MINT MED ALI	AGENT
26	FATIMETOU MINT MOHAMED	Conseiller
27	NANA MINT MOHAMED	CHEF DIVISION
28	MINT MOHAMED LEMINE SIHAME	AGENT
29	SOUDDA MINT MOHAMED MAHMOUD	AGENT
30	KHADY MINT MOHAMEDEN O. MED MOUSSA	AGENT
31	MARIE ME MINT MOULYE AHMED	AGENT
32	MARIEM MINT MOUSTAPHA	CHEF SERVICE
33	MINT NAH GOUHA	AGENT
34	EL ALIA MINT SALECK	CHEF SERVICE
35	AZIZA MINT SALEM OULD TOINSY	AGENT
36	LALLA MINT SID AHMED	AGENT
37	LIME MINT SID AHMED O. BEDDA	AGENT
38	MARIEM MINT SIDI MED	Conseiller
39	AICHETTOU MINT SIDI MED HAIBA	CHEF DIVISION
40	BEIT ALLAH OULD AHMED LESSWED	DG
41	BECHIR OULD ABDERAZAK	Directeur Département
42	ELY OULD AHMED HADY	GARDIEN
43	CHEIKHNA OULD AHMED TALEB	CHEF SERVICE
44	MOHAMED ISSA OULD AHMEDOU	CHEF SERVICE
45	OULD AMAR MED SALEM	AGENT

46	DOUWA OULD BABE O VAKESS	AGENT
47	SID EL MOCTAR OULD BOYE	CHEF SERVICE
48	HOUCHEIN OULD CHBEIL	CHEF DIVISION
49	ALY OULD CHEIKH	CHAUFFEUR
50	MOHAMED OULD CHEIKH BOUYA	CHEF ANTENNE
51	YAHYA OULD DIDI	CHEF SECTION
52	MOHAMED YESLEM OULD EL VILL	CHEF SERVICE
53	HAMADA OULD ETHMANE	AGENT
54	MOHAMED YAHYA OULD EYYIL	CHEF SERVICE
55	OULD HACEN YAKOUB	AGENT
56	MED LIMAME OULD HAMADY O.AMAR	CHEF SECTION
57	ETHMANE OULD IDE	CHAUFFEUR
58	MALAININE OULD KLEIB	AGENT
59	MED MAHMOUD OULD LEHBIB	GARDIEN
60	AHMED OULD MBARECK SALEM O KHALI	CHAUFFEUR
61	MOHAMDY OULD MED	AGENT
62	MED ABDALLAHI ITEWAL AYAM	GARDIEN
63	ABE OULD ABEL VETAH	AGENT
64	MED ABDERAHMANE OULD MED AHMED	AGENT
65	CHEIKH SIDATY OULD MINE OULD ZEMRAGHY	CHEF SECTION
66	MED SALECK O.AHMED OULD MOCTAR	AGENT
67	MOHAMED SALEM OULD MOCTAR OULD HAIBA	Directeur Département
68	DAH OULD MOHAMED EL HACEN	CHEF SERVICE
69	MOHAMED ABDALLAHI OULD MOHAMED MAHMOUD	CHEF DIVISION
70	CHEIKH AHMED OULD MOHAMED MANE	AGENT
71	MOHAMED OULD NEMY	AGENT
72	SIDI MOHAMED OULD SALEM	AGENT
73	BOUBERINE OULD SEYDNE ALY	AGENT
74	MOHAMED RADHI OULD SID EL MOCTAR	Conseiller
75	CHEIKNA OULD SIDATY	AGENT
76	MED BOUYE OULD SIDI ALLY	
77	MED YEHDHIH OULD SIDI MED	GARDIEN
78	BRAHIM OULD VENANE	AGENT
79	AHMED OULD YAHYA OULD ABDEL BAGHI	CHEF ANTENNE
80	HADIYA OULD YEMANI OULD ETHMANE	CHEF SECTION
81	AHMED ISSA OULD YESLEM	AGENT
82	SID AHMED OULD YESLEM	AGENT
83	SIDI MOHAMED OULD ZEIN	AGENT
84	AMI RENE	AGENT
85	DELLILA RIZGALLAH NAGIB	CHEF SERVICE
86	SALL HAMIDOU DEMBA	AGENT
87	SOULEIMANE DIALLO	GARDIEN
88	THIAM MAMADOU	AGENT
89	ZEINABOU BOUCHRA MINT MED LEMINE	AGENT

## Annexe n° 5 : Situation des suspens au 31/12/2015

### Suspens du fonds 430300428

24/02/2010	CH 187553	294 000,00
24/05/2010	CH 205053	300 000,00
03/10/2010	CH 205072	91 000,00
25/08/2010	CH 205062	30 000,00
2011		1 000 000,00
2011		90 000,00
2012		677 600,00
23/10/2013	352638	7 600,00
23/10/2013	352640	60 000,00
	472384	100 000,00
13/10/2015	488734	237 650,00
21/10/2015	488735	180 000,00
21/10/2015	488732	90 000,00
		3 157 850,00

### Suspens agence 430300330

	ch 700096	984 399,00
	74075	335 768,00
	ch 62693	65 656,00
06/03/2006	ch 4842747	484 247,00
30/10/2006	ch 90117	335 200,00
	CH 90120	300 000,00
	90161	481 261,00
20/11/2009	ch 183423	400 000,00
	12/11/2009 ch 177479	12 968,00
	02/12/2009 ch 183425	40 000,00
	31/08/2010 217660	106 614,00
	31/08/2010 217659	120 000,00
	22/11/2010 221889	75 817,00
	08/12/2010 55093	114 494,00
	09/12/2010 226289	90 271,00
	17/06/2010 205049	343 760,00
	12/12/2010 226285	92 679,00
	12/12/2010 226286	112 226,00
		21 100,00
	31/01/2011 229365	538 888,50
	01/11/2011 265059	110 000,00
	18/12/2011 265091	122 000,00
	honoraires commissaire aux comptes	1 450 000,00
	27/06/2012 299361	73 313,00
	28/06/2012 299359	20 116,00
	04/09/2012 304336	14 000,00
	26/09/2012 304345	28 959,00
	23/01/2013 325100	59 000,00
	17/03/2013 33907	96 000,00
	21/05/2013 352685	30 000,00
	05/12/2013 382032	140 750,00
	12/01/2014 393451	150 000,00
	19/02/2014 393486	30 000,00
	22/12/2015 507125	32 628,00

	23/12/2015	507126	48 000,00
			7 458 114,50

## Annexe n° 6 : Situation des dettes fiscales et sociales au 31/12/2015

4330000000	IMF	1 059 166,50
4330100000	IMF sur Fonds	1 009 824,00
4331000000	IRF	2 593 839,00
4332000000	IF	2 268 535,00
4333000000	Droit d'enregistrement	924 457,52
4340000000	ITS	70 539 799,27
4355000000	Etat TVA à décaisser	2 589 321,00
4355010000	TVA à décaisser sur fonds	309 560,00
4400000000	CNSS	459 314,00
4401000000	Caisse retraite	49 436,00
4402010000	ASSURANCE CNAM	1 347 857,54
<b>TOTAL</b>		<b>83 151 109,83</b>